



Déclarations et Discours

No 77/1

CANADA ET BRÉSIL: ÉNORMES POSSIBILITÉS DE COOPÉRATION ÉCONOMIQUE

Notes pour l'allocution prononcée le 12 janvier 1977, à Brasilia, par le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Don Jamieson, à l'occasion d'un dîner donné en son honneur par le ministre des Affaires étrangères du Brésil, senhor Antonio Francisco Azeredo da Silveira.

De tous les grands pays du continent américain, seuls le Canada et le Brésil ont su conquérir leur indépendance sans connaître les horreurs de la guerre civile, et sans rompre leurs liens culturels avec l'Europe, comme ce fut souvent le cas à la suite des mouvements de libération d'autres régions de notre hémisphère. Ayant, tout au long de notre histoire, puisé tant dans les traditions européennes qu'américaines, nous avons fait naître des sociétés qui se différencient à bien des égards de celles du reste du continent. Le fait que le Canada possède non seulement une, mais deux langues principales, a contribué plus qu'on ne saurait le dire à ce processus: il nous a permis de tirer profit de l'héritage et de la richesse de deux cultures européennes. De ce fertile mélange d'influences, nous avons tenté d'extraire les meilleures, quelle que soit leur provenance, et de les adapter au contexte canadien; ainsi:

- notre constitution en témoigne. Tout en étant une fédération, à l'instar du Brésil et de bien d'autres pays de l'hémisphère, le Canada compte aussi parmi les rares nations de l'hémisphère dotées d'un système parlementaire;
- notre système économique, où se côtoient harmonieusement sociétés privées et sociétés d'État, reflète aussi cet effort. Nous tentons actuellement de canaliser les investissements étranger de façon à en tirer le maximum d'avantages. A cet effet, nous avons créé l'Agence d'examen de l'investissement étranger; celle-ci étudie les demandes d'entrée de capitaux, ou d'achat de sociétés canadiennes par des compagnies étrangères, pour que ces transactions soient susceptibles de favoriser le Canada;
- nous ne nous sommes pas contentés de suivre l'exemple européen en mettant au point notre régime étendu d'assistance sociale, nous y avons ajouté nos propres innovations. Laissez-moi vous dire à ce propos que j'ai été fort impressionné en apprenant que le gouvernement brésilien avait investi les cotisations du fonds de pension dans la construction de logements à prix modique;
- L'aide considérable que nous accordons à l'éducation et à la culture est basée à la fois sur les exemple européen et américain.

APPROPRIATION
OTTAWA
JUN 23 1977
LIBRARY / BIBLIOTHÈQUE

Si nous avons su puiser à ces sources et en tirer grand profit, tout en laissant notre pays vibrer au vent du changement qui balaie la planète, c'est uniquement grâce à notre attachement aux principes d'une société ouverte. Notre profond respect des libertés démocratiques et des droits de l'homme nous a permis d'aborder le problème des disparités linguistiques, culturelles, régionales et sociales du Canada d'une façon très efficace. Toutefois, je mentirais en affirmant qu'il a toujours été facile de se conformer à ces principes. Nous avons vécu les inquiétudes et connu les tensions suscitées par l'accélération contemporaine de l'histoire. Néanmoins, nous croyons fermement que, malgré tous les risques qu'elle comporte, une telle ouverture au monde reste, à longue échéance, le seul moyen d'évoluer harmonieusement dans la stabilité, l'unité et la prospérité.

Le gouvernement actuel de l'une de nos provinces, le Québec, préconise l'idée qu'elle doit se séparer du reste du Canada. En ma qualité de membre du gouvernement, je tiens à vous assurer que nous sommes confiants de garder notre pays uni. La Confédération canadienne existe depuis plus de cent ans, et ce n'est pas la première fois qu'elle est menacée. Mais, comme le Canada est passé maître dans l'art du compromis, dans le bon sens du mot, je suis convaincu que nous trouverons une solution à cette nouvelle menace.

Jusqu'ici, j'ai présenté les parallèles politiques et sociaux qui apparaissent dans l'évolution de nos deux pays, mais j'ai laissé de côté un secteur où les similitudes sont peut-être les plus frappantes: celui de la croissance économique. De part et d'autre, nous avons été aux prises avec l'énorme problème que représente le développement, avec des ressources financières limitées, de vastes territoires où la nature est souvent hostile, mais qui recèlent des richesses considérables. Pour y arriver, nous avons adopté les mêmes solutions. Il nous a fallu mettre au point, ou acquérir, l'organisation, les techniques et l'infrastructure nécessaires pour permettre l'accès à ces étendues et exploiter leur potentiel hydro-électrique, leurs matières premières et leurs ressources agricoles.

Si nos problèmes d'expansion se ressemblent beaucoup, il en va de même des résultats obtenus: de simples pays, nous sommes devenus des "sous-continents". Vous occupez un plus grand espace que la superficie continentale des États-Unis; quant à nous, nous nous plaçons juste après l'Union soviétique. Comme le Canada, le Brésil est promis à un bel avenir. Avec vos vastes étendues et vos cent dix millions d'habitants, vous êtes assurément destinés à vous hisser au rang de grande puissance mondiale. Quant à nous, malgré une population qui représente moins du quart de la vôtre, nous avons pu atteindre un produit national brut dont le niveau est

comparable à celui de bien des grands pays industrialisés d'Europe occidentale.

En outre, les particularités de nos cheminements historiques nous ont amenés à établir un vaste réseau de relations en dehors de l'hémisphère occidental.

Tous ces points communs de notre évolution et de notre situation actuelle ont milité en faveur d'une étroite collaboration dans de nombreux domaines. Le fait que nos deux pays aient de vastes étendues et de très longs littoraux, nous a rapprochés et nous avons travaillé en étroite collaboration au cours des conférences sur le droit de la mer. En notre double qualité de pays industrialisés et exportateurs de matières premières, nous avons oeuvré ensemble, aux Nations Unies et à la Conférence sur la coopération économique internationale, quand il a été question de poursuivre le dialogue sur le nouvel ordre économique mondial. Plus important encore est le témoignage de la coopération étroite et fructueuse qui s'est développée entre nos deux pays au cours des quatre-vingts dernières années. A l'heure actuelle il y a, au Brésil, une plus grande concentration de capitaux canadiens que partout ailleurs à l'étranger, exception faite des États-Unis. Nous venons d'ailleurs au cinquième rang des investisseurs étrangers dans votre pays. Les investissements canadiens au Brésil se chiffrent à un milliard de dollars, auquel on peut ajouter un autre milliard sous forme de prêts consentis par nos banques. Au sein de l'hémisphère occidental, chacun de nous est l'un des plus importants partenaires commerciaux de l'autre.

Même si les résultats obtenus jusqu'ici sont satisfaisants, il reste à mon avis des possibilités beaucoup plus grandes encore d'intensifier nos relations. Nous entendons développer ce potentiel car nous avons l'intention de donner une très grande priorité à nos rapports avec le Brésil.

A l'heure actuelle, nous nous efforçons d'équilibrer l'importance et l'étendue de nos liens avec les États-Unis, en intensifiant et en diversifiant nos contacts économiques et politiques avec les autres grandes régions du monde. Nous avons récemment amorcé d'importantes initiatives en ce sens vis-à-vis de la Communauté économique européenne et du Japon; ceci nous permettra, selon moi, de mieux tenir compte de nos possibilités de croissance. L'Amérique latine, et plus particulièrement le Brésil, représente pour nous un troisième partenaire avec lequel nous souhaitons coopérer dans l'espoir d'atteindre un développement réel dont le bénéfice sera réciproque.

Depuis que nous avons décidé, en 1970, de renforcer nos liens avec les autres pays de l'hémisphère occidental, nous nous sommes engagés

de diverses façons: nous avons notamment nommé un ambassadeur à titre d'observateur permanent à l'Organisation des États américains et nous détachons maintenant des représentants auprès de tous ses organismes spécialisés importants; nous sommes devenus membre de la Banque interaméricaine de développement; nous avons apporté une aide financière au Pacte andin; nous avons offert notre concours à des projets de développement technique du Système économique latino-américain; et, enfin, nous avons mis au point de nombreux programmes d'aide bilatérale dans la région.

Je puis vous assurer qu'aucun autre pays du continent, exception faite des États-Unis, ne nous importe plus que le Brésil. Plus nous nous tournons vers l'avenir, plus ce vaste pays s'impose à notre esprit. Depuis qu'à l'automne 1974 votre pays a reçu la visite de M. Alastair Gillespie, alors ministre canadien de l'Industrie et du Commerce, nous avons fait des efforts réels pour nous rapprocher de vous; ce fut particulièrement évident l'année dernière. En mars et en novembre, le président de l'Agence canadienne de développement international est venu se rendre compte sur place des possibilités de mise en application de notre nouvelle stratégie d'aide au développement, à l'intention des pays qui sont à cheval entre les mondes industrialisé et en développement. Par cette stratégie, fondée sur le principe de la coopération entre partenaires égaux, nous espérons entre autres, promouvoir la collaboration aux niveaux scientifique et technique et le lancement d'entreprises conjointes entre sociétés de même taille. Soit dit en passant, nous nous sommes engagés à verser au Brésil, d'ici 1981 et sous des formes classiques d'aide au développement, 18 millions de dollars.

En juin dernier, nous avons conclu un accord prévoyant la création d'un comité conjoint sur les questions économiques et commerciales. (Celui-ci a tenu sa première réunion à Ottawa au mois de novembre.) En septembre, notre ministre de l'Agriculture, M. Eugène Whelan, venait aussi discuter de coopération en matière de technologie agricole. A mon tour, et soyez assurés que j'en suis très heureux, me voici ici, à la tête d'une délégation où sont représentés plusieurs ministères gouvernementaux, dans le but de continuer sur cette lancée et de préparer de futures visites. Je puis vous affirmer que nous ne relâcherons pas nos efforts.

Depuis que nous avons décidé de participer, de façon progressive, aux affaires de l'hémisphère, nous avons toujours considéré le Brésil comme l'un de nos interlocuteurs privilégiés. Nos traditions politiques particulières, si différentes de celles de la plupart des autres pays de cette partie du monde, nous ont permis de comprendre la position spéciale de votre pays au sein du système interaméricain. Dans le contexte plus large de la scène internationale,

le Brésil donne l'image d'un État fortement ancré dans la tradition occidentale mais qui par son modèle de développement peut comprendre les aspirations du tiers monde.

Le Canada est également bien placé pour comprendre le désir des nations du tiers monde de bénéficier plus rapidement d'un réel transfert de ressources et d'accélérer leur rythme de développement. Au sein de la Conférence sur la coopération économique internationale, où le Canada assure la coprésidence au nom des nations industrialisées, et où le Brésil joue également un rôle important, nous avons travaillé avec ardeur, et en étroite collaboration avec Senor Perez Guerrero du Venezuela, à combler le fossé que sépare actuellement les pays industrialisés et non industrialisés.

Récemment, j'ai été frappé de voir combien les discussions sur les produits de base, de même que sur d'autres questions vitales au dialogue Nord-Sud, se sont enlisées dans des discussions stériles. Je suis fort préoccupé de notre peu de progrès. A mon avis, des pays comme le Canada et le Brésil peuvent contribuer de façon pragmatique à la recherche d'une solution susceptible de satisfaire les besoins des pays, tant développés qu'en voie de développement, particulièrement pour ce qui est des produits de base.

Certaines matières premières que nous exportons représentent une fraction considérable de l'ensemble du commerce mondial. En 1974, par exemple, les exportations conjuguées de nos deux pays en minerai de fer formaient environ 23% du marché mondial, et celles de colombo concentré environ 75%. Chacun de nous exporte également en grande quantité d'autres produits de base; par exemple, dans le cas du Canada, du cuivre, du nickel, de l'uranium, du plomb et du zinc. Par ailleurs, le Canada dépend également des importations de certaines autres matières premières essentielles comme le pétrole et les produits tropicaux, notamment le café. Aussi, nous nous rendons parfaitement compte que dans le secteur des produits de base, il est nécessaire de conclure des accords utiles à la fois aux pays producteurs et consommateurs.

Nous désirons également collaborer avec vous pour que s'achève rapidement, et avec succès, les négociations commerciales multilatérales de Genève. En sa qualité de grande nation commerçante, le Canada accorde la plus haute importance à ces entretiens. Nous sommes très conscients du rôle particulier que le Brésil tente d'y jouer afin que les négociations débouchent sur des conclusions satisfaisantes pour les pays en voie de développement. Vous savez sans doute que le Canada a pris l'initiative de proposer une technique de négociation complémentaire, dite de l'approche sectorielle, conçue pour aider les pays exportateurs, tant développés

qu'en voie de développement, à accroître leurs possibilités sur le plan de la production et de la vente à l'étranger de certains produits finis en plus des matières premières. Cela stimulerait ainsi l'activité industrielle et l'emploi sur nos marchés intérieurs. J'espère beaucoup que le Brésil appuiera cette initiative.

Mais ce n'est pas tout. Nous désirons continuer de collaborer avec vous sur les questions se rapportant au droit de la mer. Nous souhaitons également poursuivre notre dialogue naissant sur les problèmes de l'Afrique. Dans cette perspective, nous aimerions connaître votre point de vue car nous nous rendons compte que vous avez réussi à établir des liens étroits avec les États africains, en particulier avec les pays de langue portugaise.

Du fait de l'étroite complémentarité de nos économies, c'est dans ce secteur qu'existe le plus grand potentiel de coopération entre nous, et plus particulièrement entre les secteurs privés de nos deux pays. Notre évolution nous a amenés à devenir des spécialistes mondiaux dans nombre de domaines actuellement importants pour l'expansion de votre économie, notamment les télécommunications et le transport ferroviaire, la construction d'aéroports, les moteurs d'aéronefs et les avions à décollage et à atterrissage courts, les génératrices hydro-électriques et le transport d'énergie sur de longues distances. Je compte d'ailleurs m'étendre davantage sur cet aspect de nos relations durant ma visite à Sao Paulo et à Rio, où je dois rencontrer les chefs de file des milieux d'affaires.

L'important est de faire mieux connaître l'énorme potentiel de coopération économique qui existe entre le Brésil et le Canada. Par le passé, nous avons participé à vos foires commerciales et nous continuerons de le faire. Par exemple, l'an dernier, nous avons organisé à Rio de Janeiro un symposium conjoint sur le transport ferroviaire et un autre à Sao Paulo, sur les installations aéroportuaires. Nous avons aussi participé à l'exposition agricole de Porto Alegre. Nous entendons également continuer à envoyer chez vous des missions ministérielles et à faire preuve de dynamisme dans le domaine de la culture. Ainsi, le pianiste canadien Arthur Ozolins a été l'un des artistes invités dans le cadre de la semaine de l'aviation de Sao Paulo, la guitariste Liona Boyd est actuellement en tournée dans votre pays et je suis heureux d'annoncer que, plus tard cette année, les Grands Ballets canadiens s'y produiront. Nos contacts s'étendent même au monde du sport. Comme vous le savez sans doute, c'est une Canadienne qui montait le cheval gagnant au Championnat mondial de 1976 qui s'est tenu à l'hippodrome de Sao Paulo. Qui sait, peut-être nous rencontrerons-nous un jour sur un terrain de football?

Il ne nous sert à rien d'avoir pleinement conscience des grandes possibilités de coopération qui existent entre nos deux pays si nos politiques économiques respectives négligent nos intérêts mutuels.

Nous comprenons parfaitement votre politique d'industrialisation et nous ne ménageons aucun effort pour nous y adapter. A cet égard, nous convenons que de nombreuses sociétés canadiennes installées au Brésil doivent ajouter à leur activité commerciale une participation accrue au développement de l'économie brésilienne, cela par une coopération technique, industrielle et financière soutenue avec des sociétés locales.

Afin de financer de tels projets, la Société canadienne pour l'expansion des exportations acceptera, comme elle l'a toujours fait, de fournir des garanties à court et à moyen termes, ainsi que des crédits à long terme et des garanties pour les investissements canadiens à l'étranger. Dans le cas du Brésil, elle a déjà engagé des crédits de 183 millions de dollars.

Nous espérons que notre coopération ne sera pas unilatérale. Le marché canadien demeure l'un des plus ouverts au monde; dans le cadre des négociations commerciales multilatérales, nous sommes prêts à accepter une libéralisation accrue des échanges. De plus, notre système généralisé préférentiel prévoit des tarifs spéciaux pour une vaste gamme de vos produits.

Nous espérons que, de votre côté, vous tiendrez compte de nos intérêts lors de l'élaboration de vos politiques économiques. Nous souhaitons que vous nous aidiez à nous adapter à cette nouvelle réalité que constitue la coparticipation avec des entreprises brésiennes, et que vous encouragerez des sociétés canadiennes d'experts-conseils à mettre leur expérience et leurs connaissances technologiques au service du développement de votre vaste territoire.

J'ai d'ailleurs l'intention de revenir sur ces questions économiques lors des discussions que j'aurai à Sao Paulo et à Rio avec des représentants du monde des affaires. Ici, à Brasilia, c'est avec plaisir que nous discuterons avec vous des moyens qui permettront de développer le vaste éventail de nos relations politiques et économiques bilatérales.

Dans la mesure où nous tenons compte de nos intérêts mutuels et où nous sommes conscients de nos possibilités réciproques, nous pouvons accomplir de grandes choses ensemble. Car nos similitudes et nos différences se marient en un équilibre admirable. Ma visite a pour principal objet de vous assurer que nous sommes prêts à

8

faire l'effort nécessaire pour atteindre cet objectif.

S/C